

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen (et d'ailleurs) a été contacté il y a peu par une personne vivant en Roumanie, connaissant le français et désireuse de transmettre largement des informations sur l'important mouvement social de ces dernières semaines (début 2012) en Roumanie. Cette personne a effectué des traductions d'articles tirés d'un des rares journaux du pays favorable au mouvement et de quelques textes de tendance libertaire.

Le CATS, en liaison, avec cette personne, a effectué quelques corrections rapides. Le style est parfois un peu approximatif mais ce n'est pas ça qui est important.

Étant donné l'actualité de ces traductions nous les diffusons immédiatement et nous vous invitons à les relayer dans vos réseaux.

Un grand merci à la personne qui a effectué les traductions permettant ainsi de faire circuler des informations très peu relayées par les médias capitalistes.

RÉCIT DES ÉVÈNEMENTS DE PROTESTATION EN ROUMANIE

Ces articles sont tous traduits du *Jurnalul National* seul journal de soutien aux manifestants. En effet, dans ce pays il n'existe peu ou pas de journaux ou de sites alternatifs en ce qui concerne les luttes politiques. Il existe simplement un indymedia româna (<http://romania.indymedia.org/ro/2012/01/4065.shtml>) peu actif mais on trouve quelques photos de ce qui se passe et le site anarchosindicaliste à Constanta : <http://iasromania.wordpress.com/2012/01/>

Tout commence par la réforme du président roumain Basescu sur le SMURD (équivalent du SAMU français) qui cherche à privatiser ce service public :

le mardi 10 janvier 2012

« Le docteur Arafat a été exécuté « en direct » par Basescu après que le chef du SMURD soit devenu rapidement l'adversaire du président. [...] Raed Arafat, d'origine syrienne, lutte depuis 20 ans pour former un système d'urgence qui s'intègre de façon cohérente dans le système médical roumain. [...] Un pays dans lequel, sous le régime de Basescu et Boc (le premier ministre), rien ne fonctionne vraiment, le système SMURD, conçu et conduit par Arafat a réussi comme un miracle à rester debout et même à se développer ! Avec une fonction ministérielle insignifiante -sous secrétaire d'état à la Santé- Arafat montre, en dehors des partis politiques, une attitude difficile à comprendre pour les figures ternes du pouvoir. [...]

Basescu est passé alors à son deuxième plan (le premier a été « doux » mais n'a pas marché) : l'élimination par la force de celui qui bloque la loi de privatisation de la santé. Basescu au moment où il a été informé du refus d'Arafat de démissionner est passé à l'attaque le 21 décembre, sur tous les postes de télévision publique. Le chef du SMURD a été nommé comme nouvel adversaire, un réactionnaire qui bloque les réformes de Santé. Arafat n'a pas compris immédiatement cette injonction, alors il a exprimé son point de vue à tous lundi soir. Basescu est intervenu brutalement dans le débat et l'a invité en direct à démissionner. Arafat est parti en déposant sa démission quelques heures après la dispute avec le chef de l'état. [...] L'exécution d'Arafat prouve que le régime sacrifie bien volontiers de l'argent et qu'il a perdu non seulement sa honte mais aussi sa direction. Qui va envoyer les Secours à Cotroceni ? (Cotroceni est la résidence officielle du gouvernement où se trouve le Parlement, le Président NDT)».

Le lendemain des manifestations commencent à secouer le pays surtout dans les grandes villes :

« Sous le slogan « SMURD pour nous, nous pour le SMURD », les habitant-e-s de Cluj se sont rejoint-e-s sur la place de l'Unité pour soutenir Arafat. On voit apparaître le message : "Raed Arafat a donné sa démission de secrétaire d'état du ministère de la santé. Une nouvelle loi de la Santé détruit le SMURD. Tu es de ceux-elles qui décident main dans la main avec ceux-elles qui te sauvent la vie ! Soutiens le SMURD ! Le service mobile d'urgence et de réanimation est une obligation d'état pour ses citoyen-ne-s. ».

« Les personnes se trouvaient jeudi soir dans le centre de Târgus Mures pour soutenir Arafat ont commencé une marche vers le centre du SMURD bloquant la circulation. Les manifestant-e-s étaient au nombre de quelques centaines de personnes, ils-elles sont arrivé-e-s approximativement à 1500. Ils-elles scandaient « nous voulons vivre, nous ne voulons pas mourir » « venez avec nous » « à bas Basescu » « Arafat nous n'oublions pas nous sommes avec toi » « sortez du pays avec vos chiens de garde » « Roumanie, réveille toi ». Ils-elles avaient des pancartes sur lesquelles étaient écrites « Error 404 : Democracy not found » « l'un construit pendant 20 ans, les autres démolissent en seulement 8 ans ».

Le lendemain (12 janvier) de nombreuses manifs sont faites dans tout le pays regroupant des milliers de personnes. On dit même que :

« C'est la première manifestation de cette ampleur contre le président depuis ces dernières années, la précédente enregistrée en 2010, a été quand les policiers ont manifesté au palais Cotroceni contre les réductions de salaire. »

Ces rassemblements en soutien à Arafat deviennent alors des mouvements politiques contre le président roumain et Boc le premier ministre.

Le même jour, le président sous le discours du premier ministre décide de retirer le projet de privatisation du système de santé.

Le vendredi 13 janvier

Le gouvernement refuse d'accorder le droit à la manifestation dans toutes les villes alors des amendes tombent :

« Trente personnes impliquées dans l'organisation des manifestations de vendredi soir, à Bucarest, ont été identifiées, elles risquent une amende comprise en 1000 et 10000 lei. [...] Elles ont été identifiées par les images vidéos et sanctionnées conformément à la loi pour l'organisation des manifestations. Le porte parole de la Police a précisé que les hommes qui se sont réunis sur la Place de Université n'ont pas été conduits au commissariat, car parmi eux il y avait beaucoup de personnes âgées et des femmes. Des rassemblements pour soutenir Arafat ont eu lieu vendredi soir dans beaucoup de villes (Brasov, Timisoara et Sibiu). Raed Arafat a fait vendredi, un appel pour ne plus sortir dans la rue et de ne pas se laisser manipuler politiquement par les diverses annonces sur internet ou des autres groupes introduisant des actions qui peuvent dégénérer et toucher les idées du projet de loi de la santé. »

samedi et dimanche 14/15 janvier

Narration d'une soirée de manif à Bucarest :

« Une personne a été blessée, ses habits déchirés à cause d'un cocktail molotov jeté par un groupe extrêmement violent. Le porte parole de la Police a déclaré que la personne en cause pourrait être un cameraman d'antenne3. Dans la confrontation, deux gendarmes ont été aussi blessés. Sur la Place de l'Université, ils se réunissent et sur le milieu du boulevard, des jeunes lancent des pierres, des morceaux de bois et de fer sur le cordon de gendarmes qui barrent le boulevard. Les gendarmes ont répondu avec des lacrymogènes. Une information entre les manifestant-e-s circule : ceux-elles de Craiova sont attendu-e-s sur la place. Ils-elles doivent arriver par des trains. Sur un autre boulevard ont lieu des confrontations entre des groupes de manifestant-e-s et des gendarmes. Les manifestant-e-s ont improvisé une barricade avec un kiosque qu'ils-elles ont incendié. Formant une chaîne, environ 100 gendarmes se sont dirigés vers la barricade pour dégager la voie. Ils ont réussi à écarter la barricade improvisée. Ils se sont mis à frapper, sans discriminations, même les personnes qui ne participaient pas à la manifestation et qui passaient sur les trottoirs de cette zone. Les groupes de manifestant-e-s se sont dispersé-e-s sur les

rues latérales suivi-e-s par les gendarmes. Une femme se trouvant à un balcon en face du magasin Cocor a jeté de l'eau sur les gendarmes. Les manifestant-e-s se sont regroupé-e-s et ont incendié et arraché des bancs et ont bloqué les intersections. Des pierres et des fumigènes ont été jetés contre les gendarmes, les gendarmes ont bloqué toute une artère en enfermant dans un cercle les protestataires. Ils ont jeté des gaz lacrymogènes. À 21h, le ministre de l'intérieur Igas a convoqué une cellule de crise. Un groupe d'environ 200 étudiant-e-s ont commencé une marche dans la zone piétonne de l'Université. Ils-elles portaient des banderoles et criaient des slogans contre le président et le gouvernement et demandaient des manifestations non violentes. À 23h, la circulation a repris. Les gens disent que c'est une tactique des gendarmes pour détendre la situation et pour disperser plus facilement les manifestant-e-s. Le porte parole des gendarmes a déclaré que les actes violents ont été commis par des supporters d'une équipe de football – samedi et ce soir[dimanche]. 25 personnes ont été conduites au commissariat et 2 gendarmes ont été blessés (un frappé au visage et l'autre au bras) par les manifestations d'aujourd'hui. »

« La Roumanie a été montrée, ce week-end, comme un pays sans chef d'état. En dehors des déclarations du député Server Cotoi (qui pendant que la place de l'Université chauffait nous invitait à un film qui montrait les besoins de réformes dans la santé), aucun signe des autorités. [...] Il est resté seulement les gendarmes, aucun d'eux extrêmement enthousiaste, dans la rue, qui se sont battus dans une partie du monde comme dans les dictatures asiatiques et africaines. »

« La mairie de Galati a autorisé pour aujourd'hui l'organisation d'un rassemblement en face de la préfecture. Les représentant-e-s des organisations révolutionnaires et de retraité-e-s se sont réuni-e-s pour demander les démissions du gouvernement, du président et l'organisation des élections anticipées ».

Un témoignage d'un manifestant assez choqué par ce qui se passe à Bucarest :

« Dimanche, rien n'avait encore explosé. Les habitant-e-s de Bucarest se trouvaient se jour-là environ 1000 pour crier dans le calme sur la place de l'Université. Ils/elles sont étudiant-e-s, des gens entre deux âges et des retraité-e-s, le front plissé, gelé-e-s et avec les poings levés. Quand le premier pétard a volé dans la direction des gendarmes, la foule proche des bâtiments de l'Université a commencé à murmurer que dans la nuit quelque chose se passera.

Un instant plus tard les choses ont dérapé : quelqu'un-e- a lancé un cocktail molotov, mais un manifestant s'est pris le jet. La foule, apeurée, a commencé à hurler. Tu n'entendais plus les gens, suffocant-e-s, se plaignant brusquement, qu'ils-elles ne pouvaient plus respirer. Que s'est-il passé ? Les gendarmes ont lancé des fumigènes et des gaz lacrymogènes. « Restez avec le foulard sur le nez ! » nous a dit un protestataire.

Les sirènes ont sonné, la foule a hurlé, l'air s'est rempli d'une grande fumée, les drapeaux volaient sur les kiosques. Les gendarmes ont poursuivi un groupe d'une dizaine de supporter-e-s qui se sont dispersés. Nous avons pris la fuite, et nous avons vu en face un groupe d'ultra [les « casseurs » français] poursuivis par des robots [policiers] avec des casques, des cagoules et des boucliers. Quand tu ouvrais les yeux, que tu écoutais la révolte tu avais l'impression d'être dans un film- tout cela ne peut pas être réel, ne peut pas se passer seulement sur le trottoir de cette Roumanie où le matin il ne se passait rien. Les Hooligans de l'Université ? Il est dur de répondre. Quand nous nous heurtons à eux-elles, ils-elles nous disent « excuse moi », quand nous les poussons pour passer, je leur dis « merci ».

Jusqu'à 21 heures, sur la place de l'Unité ce fut une descente aux enfers. De Coltea jusqu'en face du magasin Unirea on dit que c'est la vraie guerre : des feux brûlent sur le boulevard, les gendarmes lancent des grenades et des lacrymogènes, les trottoirs sont dans la fumée, les boucliers poussent rapidement les passant-e-s en les incitant à partir de cette zone car "suivront des événements violents qui peuvent mettre en péril notre vie". Tout le monde est en panique.

Il se forme deux groupes là-bas dans le milieu de la place : les protestataires violent-e-s qui lancent des pierres et des cocktail molotov et de l'autre part un groupe compact de gendarmes. Il se crie : « Nous sommes la Roumanie, à bas Basescu et la Gendarmerie » « malheur, malheur le sang est versé » et « gendarmes ne nous tuez pas, car nous voulons une vie meilleure ». Mais les gendarmes ont justement pris un vieux qui a lancé des pierres et un petit groupe d'hommes en uniforme commence à le frapper sur les jambes.

À une heure du matin la lutte de la rue a pris fin. Quelques déçu-e-s sont resté-e-s sur la place de l'Université. Ils-elles crient encore « ce n'est que le début ». Un jeune regarde droit dans les yeux le

gendarme en face de lui, qui lui ordonne de se disperser : « regarde toi et moi et dit moi qui vit bien ! ».

Lundi 16 Janvier

Le plus grand syndicat roumain Cartel Alfa (Confédération nationale du travail, du secteur privé et public NDT) s'est questionné sur la fait de se lier avec les protestataires qui sont actuellement sans soutien ni des partis ni des syndicats :

« Les revendications des protestataires dans tout le pays sont légitimes. Nous remarquons que depuis une longue période, les roumainEs ont été passifs/ves, mais tous, quand le gouvernement Boc a stoppé les augmentations se sont réuni-e-s. Nous ne comprenons pas pourquoi le gouvernement ne répond pas aux invitations syndicales. ».[...] Le dialogue a été suspendu après que les syndicats aient arrêté de participer aux commissions, sur le fait que personne ne tienne compte de ce qu'ils disent et que seulement les thèmes imposés par l'administration sont abordés au détriment des problèmes réels des travailleur/euses.[...] »

Un article qui résume ce qui se passe en Roumanie :

« Depuis 4 jours, des milliers de roumain-e-s ont montré leur mécontentement dans la rue, par rapport à la dégradation de leur niveau de vie, contre le pouvoir qui est accusé d'arrogance, c'est le signe d'une patience qui a atteint ses limites depuis des années et des années d'austérité. [...] . « Le président s'est opposé à une personne [Arafat] qui a beaucoup d'influence chez les roumain-e-s et cela a été un déclencheur, un catalyseur du mécontentement général qui existe au niveau de toute la population roumaine » a dit le sociologue Mircea Kivu. « C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase » ont déclaré les manifestant-e-s. On voit une spontanéité et une motivation dans les manifestations qui ont souvent manquées dans les protestations contre les mesures d'austérité en 2010. La majorité des manifestations ont dénoncé pacifiquement la basse du niveau de vie, à la suite de la baisse des salaires de 25%, dans le secteur budgétaire en 2010, compensée partiellement, et le niveau insuffisant des retraites. Par une forte récession économique en 2009, le gouvernement de centre-droit a décidé ces baisses, les plus dures de toute l'Union Européenne.

Un retraité qui a travaillé 37 ans confesse qu'il a une pension de 160 euros par mois alors que le salaire médian net est de 350 euros par mois. Sur le banc des accusés se trouve la classe politique et en première ligne le gouvernement, mais beaucoup plus le président, au pouvoir depuis 2004, est déchu par les manifestant-e-s qui demandent sa démission. Ils-elles se montrent aussi critiques envers les sociaux-démocrates (PSD) et libéraux (PNL). « les hommes politiques de tous les partis en Roumanie sont impliqués dans des affaires judiciaires » dit un travailleur de 47 ans, les gens ne protestent pas seulement contre le gouvernement et le président mais aussi contre tous les partis politiques. »

Il faut ajouter qu'en 2009, la Roumanie a obtenu 20 milliards d'euros du FMI, de l'UE et de la Banque Mondiale pour que leur économie enregistre 7,1% de croissance. C'est ce qui a fait les mesures d'austérité.

Aujourd'hui Boc a fait un discours où il annonce que si Arafat veut revenir il est le bienvenu. Il a aussi expliqué qu'une équipe a été formée pour rédiger un nouveau projet de loi sur la santé.

« [...] Selon le premier ministre, dans l'équipe il ne manquera pas de représentant-e-s d'associations de patient-e-s, la société civile, de syndicats, de patrons et des collègues médecins. »

Mardi 17 Janvier :

Autre discours de Boc :

« Le premier ministre refuse de démissionner et promet l'augmentation des salaires et des retraites : "Ma réponse a été constante, la sortie du gouvernement se décide en Parlement. Dans ma perspective individuelle, je dis que chaque jour, je travaille minute par minute, à ma fonction de premier ministre indifféremment du temps où je vais rester, je crois que j'ai besoin de juger froidement ce que j'ai fait pour la Roumanie, que je ne perdrais pas ce que j'ai gagné. » a déclaré mardi soir Boc. »

« La Confédération syndicale (Cartel Alfa NDT) a annoncé qu'ils ne participeront pas à la réunion convoquée aujourd'hui par le premier ministre. Les représentant-e-s des salarié-e-s demandent qu'il n'y ait pas d'ordre du jour et que les problèmes soulevés par les syndicalistes se référant au dialogue social soient résolus. [...]. »

Arafat décide son retour à sa place initiale :

« "Le motif pour lequel je suis parti n'est plus : le projet de loi de la santé a été retiré et nous discuterons sur une nouvelle forme" a expliqué le docteur Arafat. De la sorte, même avant de démissionner, le docteur, a dit que s'il n'existe plus de motifs, il reviendra. Sa décision de revenir au ministère de la santé a été prise après une suite de discussions. [...]

Au sujet des manifestations qui se sont passées après son annonce de démission, le docteur a déclaré : "Premièrement j'ai été soutenu publiquement et je ne l'attendais pas. Les manifestations suivantes sont sociales et politiques et non plus en lien avec moi et pour lesquelles nous avons besoin de résolutions sociales et politiques. Mon message est d'éviter la violence.[...] »

Un article bref qui explique la « démocratie » roumaine :

« Pourquoi les roumains sortent dans la rue ? Pourquoi maintenant ? Qu'est ce qui se passe dans les manifestations ? Les slogans et les pancartes mentionnent les retraites, Rosia Montana, Arafat et les taxes auto. Les roumain-e-s sont sorti-e-s dans la rue à cause de Basescu. Pas contre un homme mais contre une façon de faire de la politique. Le scandale Arafat est seulement un déclencheur de la fureur populaire, mais illustre avec perfection toutes les tares d'un système qui n'a presque plus de liens avec la démocratie.

Un système qui fonctionne sur la base de l'opportunisme, du chantage et de la corruption, dans lequel la soumission est toujours préférée à la compétence, à la connaissance -mais aussi les votes- ils sont à vendre mais n'importe quand les règles peuvent changer, réécrites en fonction des cartes dans la main du président-juge. Le premier ministre est une marionnette pathétique, le Parlement est devenu une simple machine à voter. Tout se décide à Cotroceni, suivant la dictée des intérêts de Zeus.

Le débat public s'est transformé en une farce, le dialogue social a été remplacé par le monologue arrogant du pouvoir. [...] Basescu comprend très bien le minerai avec le cyanure (projet de mine à Rosia Montana où du cyanure est utilisé pour extraire de l'or NDT), la médecine d'urgence. Qui oserait le contrarier, même avec tant d'arguments et de courtoisie, cette personne deviendra automatiquement son ennemi, celui du progrès, du peuple. Mais quand le peuple sort dans la rue, devine qui devra partir... prévois ma devinette. »

18 janvier

L'opposition demande aujourd'hui la démission du gouvernement et l'institution d'un cabinet indépendant qui gèrera les besoins du pays pour les élections anticipées.

Tract de revendication distribué dans les manifestations et écrit par les syndicats :

« Les organisations signataires sont en lien avec les protestataires de la place de l'Université et répondent à la proposition de prendre part à la mascarade de dialogue social proposé par les 3 partis du gouvernement, par le vice président du PDL Teodor Baconschi. Il a invité une ONG au conseil, après qu'au préalable, les manifestant-e-s de la place de l'Université aient été traités de manière inqualifiable par le leader du Parti Démocrate Libéral. Baconschi a assimilé les manifestant-e-s avec « une banlieue incapable et violente ». De la sorte aussi, le sénateur Iulian Urban a traité les manifestant-e-s de « vermine » et après un autre leader du PDL a dit : "qu'est ce que cela fait, tu ne peux pas donner ta démission pour quelques lépreux/euses".

Dans ce contexte, nous demandons officiellement au gouvernement et au PDL des excuses publiques pour ces injures contre la population.

L'expérience des dernières années nous ont démontré le mépris profond de l'actuel régime pour la société civile, manifesté par un manque de dialogue social et civique, la suspension des consultations publiques (dont une grande loi dicte que la société civile peut assumer des responsabilités et que la majorité

parlementaire doit être un argument suprême en faveur de chaque décision politique NDT). Les politiques ont besoin d'apprendre à écouter la voix de la société civile et ses revendications.

Les organisations signataires demandent des explications, y compris APADOR-CH (association pour la défense des droits des humains en Roumanie), dont la presse s'est empressée d'indiquer que cette organisation participerait à la rencontre suggérée par Basconschi, qui annonce qu'elle ne participera pas à la fausse consultation. Alors, nous continuerons à protester :

1. contre les rassemblements des élections (loi proposée par le gouvernement Basescu-Boc sur le fait de réunir les élections parlementaires et municipales, les manifestantEs ont beaucoup demandé le retrait de cette loi NDT), un abus contre les principes de la démocratie.

2. contre la corruption et l'inefficacité en général, y compris dans le système sanitaire. Contre les actions contre un système qui fonctionne : le SMURD.

3. contre l'inefficacité des gestionnaires des fonds publics et des fonds européens.

4. contre le sous financement de l'éducation en faveur de l'armée et des services secrets.

5. contre les abus des politiques sur l'environnement : contre les tailles illégales d'arbres, contre les poubelles qui couvrent la moitié du pays, contre l'introduction de chasseurs dans les aires protégées...

6. contre le projet de Rosia Montana (projet de mine à ciel ouvert dans un village classé patrimoine UNESCO, depuis 10 ans environ les gens luttent contre l'entreprise canadienne Gold Company. Voici le lien du site contestataire consultable en anglais NDT :

[http://rosiamontana.org/categorii.shtml?x=30355&cmd\[297\]=c-1-30355&cmd\[292\]=x-298-30355&set\[290\]=selected-30355](http://rosiamontana.org/categorii.shtml?x=30355&cmd[297]=c-1-30355&cmd[292]=x-298-30355&set[290]=selected-30355)) et l'implication du président Basescu pour soutenir et promouvoir ouvertement son intérêt privé.

7. contre les destructions du patrimoine architectural national par la complicité des autorités avec des intérêts immobiliers illégitimes.

8. contre l'arrogance et le mépris de la classe politique en face de l'application des lois de transparence et contre les blocages de l'accès public aux prises de décision.

9. contre la violation des droits et des libertés des catégories défavorisées et des minorités.

10. contre les abus des forces de l'ordre et contre la violation, répétée du droit de l'expression d'opinion et du droit de manifestation.

11. contre l'abus de la réponse du gouvernement sur les questions vitales pour la société, qui a besoin d'être l'objet de débats détaillés dans le parlement, contre l'abondance d'ordonnances d'urgence et du manque de dialogue social réel. Contre l'adoption d'une législation avec un manque d'études sur les impacts et contre les modifications répétées de la législation qui produit le chaos.

12. contre le comportement abusif et anti-démocratique du président Basescu et des autres leaders politiques.

13. contre les inégalités dans la société, la distance énorme entre les pauvres et les riches en Roumanie, entretenue par toute la classe politique.

14. contre les tendances en hausse de l'ignorance du cadre légal de la transparence administrative et des formulaires des politiques publiques, qui ont réduit la majorité des consultations avec la société à des simples formalités.

Par ces mesures, nous exprimons la révolte et colère contre la maigre qualité des leaders politiques de l'opposition, qui compliquent le phénomène en envenimant aussi le pouvoir, par la police de l'administration locale, le despotisme, la corruption, la trahison politique et l'incapacité de réformer les partis dans lesquels ils sont.

On trouve une liste de signatures de personnalités, que nous ne reproduisons pas, à la fin de ce texte.

Aujourd'hui la répression a été grande envers les manifestant-e-s : les gendarmes ont fait des « contrôles préventifs » sur la place de l'Université en arrêtant 5 personnes. On dit que les manifestations ont eu lieu dans 62 villes avec plus de 10.000 participants.

19 janvier

Aujourd'hui, les manifestant-e-s à Bucarest ont surtout montré leur mépris en face de toute la classe politique en disant « Zone polluée politiquement, nous ne laisserons pas les politiciens s'accaparer la place de l'Université ». Ils-elles demandent aussi de plus en plus fortement les élections anticipées.

Anonymous a lancé aujourd'hui un message sur Youtube en soutien aux mouvements de la Roumanie :
Salutations les roumain-e-s, nous sommes les Anonymes. Vous vous êtes ralliés, finalement à la lutte globale pour une vie meilleure. Depuis 22 ans de vols, de mensonges et de manipulations perpétrés par votre gouvernement et par les médias corporatistes, votre voix se fait entendre de nouveau dans les rues de votre ville. Vous avez besoin de comprendre que la mise à l'écart d'un homme politique et l'élection d'un autre ne résoudra pas les problèmes. De la sorte, vous ne ferez que perpétuer le cirque politique qui se déploie devant vos yeux depuis 22 ans. Vous avez besoin de comprendre que l'intégralité de la classe politique est corrompue et ne sert pas les intérêts de la population, comme elle devrait le faire. Beaucoup d'entre vous savent que le monde est en changement, beaucoup ressentent comme vous. Ne perdez pas espoir, car les anonymes sont à vos côtés. Nous avons besoin de nous unir contre le gouvernement et de faire entendre notre voix car nous sommes des gens qui tendent le poing contre l'esclavage économique et monétaire. Soulève-toi Roumanie. Pour une démocratie réelle, pour le futur de tes identités et pour les traditions de ton peuple, soulève-toi pour un vrai changement ! Nous sommes les anonymes, réveillez-vous !!!

« Jeudi a été le 7ème jour de manifestations. De Deva et jusqu'à Iasi, environ une centaine de personnes sont sorti-e-s dans les centres des villes et ont demandé la démission du président et le changement du gouvernement. »

20 janvier

Aujourd'hui les enseignants se sont mis en grève pour demander un meilleur salaire et des meilleures conditions de travail :

« Sanitas Bucarest a demandé vendredi à ses structures de demander les consultations des membres des syndicats en vue de commencer une grève générale "tous ensemble dans les services publics de Bucarest". Ainsi Sanitas a informé ses membres que le 24 janvier entre 11h et 14h une manifestation est autorisée sur la place de la Victoire.

L'union syndicale Sanitas Bucarest et 3 autres syndicats de l'enseignement ont annoncé "qu'ils se solidarisent avec la population qui proteste pacifiquement contre l'actuelle classe politique". Ces 4 organisations ont décidé d'ouvrir un accord de collaboration pour lequel ils-elles invitent les autres syndicats à adhérer afin de déclencher une grève générale. »

Un article assez intéressant et critique sur l'appellation d'Ultras ou d'Hooligans du discours de la presse :
« Dans un magasin de thé, deux journalistes et trois ultras boivent une tasse de thé et discutent sur la révolution. C'est une atmosphère irréelle, par rapport à tout ce qui s'est passé ces derniers jours.
Après les manifestations violentes de dimanche soir, j'ai rencontré ceux qui jetaient des pierres, ils ne sont pas seulement des supporters mais des jeunes de diverses sous-cultures qui bouillent d'une rage cachée, qui se sont déchaîné-e-s quand ils-elles ont vu comment les gendarmes ont envahi le centre historique. Avec le temps, il est devenu clair qu'aucunE des ultras n'est une brute manipulée et qu'ils-elles sont sorti-e-s pour protester.

Le manifeste des Ultras est tombé comme un OVNI chez les médias. C'est le plus lucide et cohérent manifeste que j'ai lu depuis longtemps. En quelques mots simples, ils résument facilement la société. J'ai cherché l'auteur, car j'étais convaincu qu'il existait, que c'était un ultra. Je l'ai trouvé ou mieux dis-je les ai trouvé car plusieurs hommes ont contribué au texte.

- Comment cette violence est arrivée ?

- Pourquoi des personnes ont des pierres dans la main ? C'est triste que des jeunes comme nous ressentent tant de haine pour prendre des morceaux de pavés et les lancer sur la tête des gendarmes. Mais le sentiment est tellement réel qu'il s'est concrétisé, dimanche, il a même été largement suivi et encouragé par les médias et les autorités.

- Nous condamnons les violences mais nous les comprenons.

Après les évènements de dimanche on a pu voir le signe que suivra une répression dure de la part des gendarmes et un souffle de forte courtoisie de la part de la presse, tels qu'ils ont décidé de se rallier aux protestataires pour donner quelque chose de plus consistant, pas seulement pour les batailles et les

drapeaux agités.

" Nos grands pères se sont armés avec des fleurs pour affronter les tanks". Les Ultras ne sont pas des hooligans, vandales, infortunés, cambrioleurs du peuple ou de la capitale. Les hommes en face de moi boivent du thé, sont bien habillés, ils me parlent de sociologie, de Tudor Vladimirescu et de l'alphabétisation par l'informatique. Il semble qu'ils sont des supporteurs de Vintila Mihailescu, et pas de Dinamo.

Depuis environ une semaine, tout le pays bout de furie contre les Ultras. Ion Tiriac a demandé qu'ils soient "exterminés". Les protestataires se démarquent d'eux. Les policiers leur font des visites chez eux. Encore un peu et nous les enverrons en Trisnistrie.

Après deux heures avec eux, je suis parti avec un arôme de thé encore puissant sur le palais et avec la sensation que la société roumaine aurait beaucoup à apprendre de la solidarité de ces hooligans. »

Ce soir là, il a eu encore une grande répression à Bucarest où les policiers sont venus sur la place de l'Université et ont séparé en deux groupes les manifestant-e-s. Il s'en est suivi une guerre urbaine jusque tard dans la nuit.

21 janvier

Communiqué de journalistes :

« Depuis la semaine dernière, brusquement, avec le déclenchement des actions de protestations, nous constatons que les médias se sont parfois écartés de la mission d'informer correctement et impartialement le public.

Nous considérons encore que les journalistes ont des données qui servent au droit public d'être correctement informé et nous devons éviter chaque situation qui asservit les médias seulement aux intérêts des partis.

Les signataires ont constaté -dans la période du 13 au 19 Janvier- une série de dérapages de la presse (écrite, audio-visuelle et sur internet) par leur abandon de la neutralité, l'accentuation du scandale et un manque de vérification rigoureuse des informations. Nous présentons en dessous les types d'éloignement du professionnalisme les plus graves et les plus fréquents :

1 L'association implicite et explicite d'un groupe social (par exemple, les supporteurs de sport) avec la violence. La majorité des journalistes ont assimilé et transmis des informations sur les actes de violence en les liant avec les ultras, sans une vérification de base des sources. Ils-elles ont diffusé exclusivement la position de la gendarmerie ; le point de vue des supporteurs a été seulement présenté quand ils-elles ont été accusé-e-s.

2 Le reflet agrandi de la réalité du terrain. La sélection des interviewé-e-s, la position des caméras confèrent souvent une image dérisoire ou fausse de la place. Les préoccupations pour le sensationnel ridiculisent les manifestant-e-s et ne reflètent pas la diversité des participant-e-s et des opinions exprimées. Les discours exagérés ou enflammés des commentateur-trice-s TV dans les studios ou les reportages, pendant que les images montrent une situation calme.

3 Les attitudes généralement défiantes ou agressives des reporter-trice-s ou des modérateur-trice-s contre les protestataires ou les invité-e-s dans les studios.

4 L'abandon du rôle de modérateur-trice-s en faveur du militantisme politique évident lors d'une émission de débat.

5 L'induction en erreur, par les questions adressées aux protestataires, qui ont pour résultat l'exposition d'un point de vue qui appartient plutôt aux reporter-trice-s.

6 La fait de véhiculer l'idée qu'un groupe de la place est présent en faveur d'un acteur politique sur la base d'une information dont la source n'est pas précisée.

7 La diffusion exclusive de la position de la gendarmerie, ignorant le point de vue des manifestant-e-s quand ont eut lieu les incidents violents. La plupart du temps, les journalistes ne se sont pas déplacé-e-s au commissariat où ont été conduites les personnes arrêtées pour être identifiées par les gendarmes et n'ont pas relaté ce qui c'est passé pour elles.

8 L'excès avec lequel, dimanche 15 Janvier, les images avec les actes de violence ont été diffusées ignorant le fait que sur la place de l'Université, se déroulait dans le même temps un rassemblement pacifique.

9 La reprise excessive d'une image, sans mention de date et d'heure auxquelles ont eu lieu les évènements de l'image.

Les organisations signataires font un appel aux journalistes afin de relayer avec responsabilité, équilibre et neutralité les évènements qui se déroulent en tenant plus compte de l'impact qu'ils/elles peuvent avoir sur la vie sociale et politique en Roumanie.

Nous demandons aux journalistes qui sont sur le terrain ou dans les rédactions :

- de relater les évènements sur la base factuelle, sans répandre des rumeurs ou des informations non vérifiées.
- de ne pas créer la panique par des discours exagérés
- de mentionner les sources d'informations
- de montrer les abus des forces de l'ordre, comme aussi les destructions faites contre les propriétés publiques ou privées
- de délimiter clairement les informations d'opinion personnelle
- de ne pas apporter d'accusations sans donner des preuves tangibles et sans offrir la possibilité à celui/celle accuséE d'exprimer son point de vue
- d'utiliser avec modération et seulement après vérification les informations venant des forces de l'ordre.

Suit une liste de signataires que nous ne reproduisons pas.

22 janvier

11ème jour de manifestation avec 900 personnes et début du grand froid en Roumanie. On commence à voir apparaître dans les rangs des jeunes qui soutiennent la monarchie et le retour du roi Mihai. Les syndicats de l'enseignement étaient présents aussi. Des nouveaux slogans ont été inventés : « Nous vous demandons de vous excuser, nous ne produirons plus tant que vous volerez » « La monarchie sauvera la Roumanie » « En hiver, en été, jusqu'à ce que tu partes, nous resterons dehors » « Lépreux de tout le pays, unissez vous »

L'article qui suit vient du site des supporters de l'équipe de foot de Bucarest :

« La gendarmerie a commencé à introduire chez les gens des idées que dans les protestations de la place de l'Université il y a quelques protestataires très violent-e-s, afin de faire peur aux gens et qu'ils-elles ne viennent plus manifester. Les gendarmes ont eu comme but principal l'évacuation de la place de l'Université car les manifestant-e-s ne devaient pas s'installer (comme ils l'ont déjà fait en 1990).

Après comme nous l'avons vu à la télévision, les équipes de gendarmes étaient du 1 contre 1 ou même du 2 contre 1 contre les manifestant-e-s (à un moment même du 3-4 contre 1). Alors comme on peut l'observer, les gendarmes roumains sont extraordinairement bien équipés. L'équipement individuel de protection pour chaque gendarme est une armure contre les manifestant-e-s qui résistent avec le langage et la force. Le gouvernement Boc-Basescu a alloué en 2011 des grands fonds pour leur donner ces vraies armes privées.

Si les gendarmes sont intervenus en force le 19 Janvier contre des manifestantEs non-violentEs, comment ils réagiront contre des manifestantEs réellement violentEs ? Probablement ils utiliseront les munitions de guerre. Cela n'est pas une information gratuite mais ils pourront utiliser les munitions de guerre puisqu'ils sont intervenus en masse contre les manifestant-e-s pacifiques avec un équipement complet : cagoule, casque avec visière de protection, armes, gilet barre balle, armure, matraque, bouteilles et lanceurs de gaz lacrymogène, voitures blindées, jeeps, voitures pour transporter les détenus, canon à eau, chiens et d'autres. Les manifestant-e-s ont été battu-e-s, chassé-e-s, arrêté-e-s, retenu-e-s, perquisitionné-e-s, les journalistes brusqué-e-s et beaucoup d'autres.

Tout cela dans les conditions dans lesquelles les manifestant-e-s ne sont pas venu-e-s préparé-e-s pour une confrontation violente. Il n'y avait pas de batte de base-ball, de pierres ou de cocktail molotov...

Mais que signifie une manifestation vraiment violente ?

Depuis 3 ans, la Grèce est secouée de manifestations contre le gouvernement. Commencant en Novembre 2008, les manifestant-e-s grec-que-s ont commencé à être réellement violent-e-s et à s'engager effectivement dans une lutte de corps à corps avec les policiers. Les protestataires grec-que-s sont armé-e-s jusqu'aux dents : ils-elles ont des masques contre les gaz sur le visage, des casques de moto, ils-elles tiennent des battes de base-ball, des barres de métal...

La chose extraordinaire est que depuis 3 ans de lutte violente, les policiers grecs ont un équipement de

protection minimal : un casque avec une visière, un masque contre les gaz, un bouclier, une matraque et une simple protection sur les jambes. Les gendarmes roumains avec leur équipement (de fait une armure complète) sont en contraste évident contre les manifestant-e-s pacifiques qu'ils "combattent".

Nous vous invitons à voir réellement ce qu'est une manifestation violente contre les forces de l'ordre, contre les armures et que ce n'est pas une simulation de violence que celle que présente le PDL maintenant dans notre pays.

Alors, si les gendarmes roumains peuvent donner cette violence contre nous, qu'est ce qui pourrait être utilisé en plus de ce qu'ils utilisent déjà en face des manifestant-e-s pacifiques ? Évidemment une seule chose : les munitions de guerre.

Lundi 23 janvier

Teodor Baconschi a été viré de son poste de ministre des affaires étrangères, pour ses propos diffamants contre les manifestantEs, mais reste dans le PDL.

Mercredi 25 janvier

Premier discours de Basescu en lien avec les protestations après deux semaines de manifestations. Il refuse de démissionner et prend à cœur son envie de redresser le pays en promettant tout et rien. Il parle aussi du fait que les manifestations discréditent la Roumanie.

La place de l'Université va devenir une agora civique pour les manifestant-e-s, sans flics.

Jeudi 26 janvier :

Environ 400 manifestants sur la place, un leader politique de l'opposition tente de se rallier aux manifestant-e-s mais il est repoussé et hué par la foule. Malgré le froid (environ -15°) et la neige, les rassemblements continuent mais avec moins de vigueur.

Le gouvernement refuse de démissionner malgré la décision du Parlement de réfléchir sur les élections anticipées qui pourraient être organisées seulement en quelques mois à la différence de ce qu'affirme le gouvernement (6 mois selon eux).

Les autres jours les manifestations continuent dans tout le pays sans incident particulier mais l'enthousiasme retombe.

Lundi 30 janvier

Les partis d'opposition décident de démissionner et/ou de faire grève au parlement afin d'entraîner la démission du gouvernement.

Mardi 31 janvier

Une liste de revendications est distribuée sur la place de l'Université et dans toutes les autres villes :

« Nous demandons :

- que les élections parlementaires ne puissent pas être organisées dans les mêmes jours que les élections locales (loi refusée par le Parlement)
- que le mandat du président roumain soit de 4 ans
- que le parti ou l'alliance qui obtient le plus de parlementaires désigne automatiquement le premier ministre
- que la décision de nommer ou de révoquer un membre du gouvernement appartienne exclusivement au premier ministre
- l'interdiction par la loi de la trahison politique
- la limitation stricte des ordonnances d'urgence par la définition claire des domaines et des périodes dans lesquels cette ordonnance peut être émise.
- la modification de la loi de l'éducation encore conduite par les inspecteurs départementaux et que les institutions d'enseignement soient désignées par concours c'est-à-dire par des élections organisées par le

conseil d'administration

- la dépolitisation de la cour constitutionnelle et la limitation de leur action aux problèmes strictement constitutionnels
- la dépolitisation des institutions des médias publiques – la conduite de la société roumaine de télévision et de la société roumaine de radio doivent être désignées par concours
- la consultation des citoyen-ne-s roumain-e-s, par référendum avant l'adoption d'un projet de loi d'intérêt national
- la réduction du nombre de personnes des services secrets et d'information

Les jours qui suivent sont encore plus froids, découragent les manifestant-e-s mais tout ce passe au niveau du gouvernement : démissions de parlementaires, loi des élections réunies refusée au parlement...

Samedi 4 février :

Début des rumeurs de la démission du premier ministre. Le PSD demande la démission du poste de premier ministre et de leader du parti à Boc.

Dimanche 5 février :

Démission du premier ministre afin de détendre la situation sociale et nomination lundi d'un nouveau qui ne fait parti d'aucun parti politique mais chef des renseignements secrets.

Quelques articles plus politiques sur les évènements :

<http://iasromania.wordpress.com/2012/01/27/monarhia-salveaza-ce/>

La monarchie sauve...quoi?

La Roumanie est enfin sortie de la léthargie générale qui l'englobait depuis ces dernières 22 années. Les protestations populaires à travers le pays sont bienvenues, la Roumanie a finalement rejoint la lutte mondiale pour une meilleure vie, d'après la mention du fameux groupe Anonymous dans une vidéo postée sur Youtube. Tout semble bien et beau, sauf que de tels événements ont l'habitude de sortir de la "cave" de l'histoire certaines banalités. Le soutien le plus important et considérable parmi les manifestant-e-s est la tendance pour la monarchie. Compte tenu des protestations spontanées et démocratiques, la tendance monarchiste semble paradoxale. En général, la protestation comme une forme de mouvement de résistance civile a été associée à la démocratie (républicaine, socialiste, anarchiste, etc.). Toutes ont en commun, à un niveau plus ou moins grand, l'autonomisation et l'émancipation de l'homme. Malheureusement, la situation en Roumanie n'est pas tout à fait comme cela, comme d'habitude, à cause du «trou noir» créé par le régime précédent, l'évolution de la société ne s'est pas produite. Le régime précédent a tenu la Roumanie à partir de 1944 d'un point de vue civique et social, par exemple cette nostalgie illusoire pour la monarchie, très semblable à la nostalgie de Ceausescu (paradoxalement toutes les deux se manifestant par une seule personne).

Je ne veux pas faire une analyse politique des formes de gouvernement, mais il semble que l'argument général de ces personnes se base sur la destruction et le nettoyage de la classe politique par une monarchie constitutionnelle, ce qui semble à nouveau paradoxal. Je sais que la monarchie constitutionnelle moderne fait partie d'un système constitutionnel fondé sur une forme de gouvernement parlementaire, dans laquelle le monarque n'a qu'un rôle cérémonial. Donc, la monarchie ne peut pas nettoyer la classe politique parce que dans le système parlementaire resteront intrinsèquement, les mêmes néo-communistes (politruks) qui conduisent la marche.

À mon avis, à cause de l'ancien régime on a aussi cette mentalité messianique, exprimée dans notre société par le culte des héros et de la personnalité, pratiqués avec véhémence pour des raisons de propagande. On a été amené à croire et à attendre un messie pour sauver la Roumanie, que ce soit un dictateur ou monarque. Aussi quelqu'un-e de l'extérieur doit venir sauver la situation, tout comme dans les

films américains. Au contraire, ces manifestations populaires montrent qu'il existe des forces qui peuvent opérer une évolution en mesure d'avancer non pas en arrière. Si nous avons de nouveau trouvé la force collective, pourquoi ne pas aller avec elle vers d'autres horizons. Nous pouvons expérimenter d'autres formes d'organisations sociales et politiques, au-delà de ce que nous avons maintenant et que nous avons eu d'autres fois. Je ne pense pas que c'est logique, rationnel ou sain pour une société de reculer que d'avancer, si nous sommes dans la rue, c'est là qu'il faut construire quelque chose de nouveau, pas par l'extérieur.

«Sans nous, rien n'a de sens »

<http://romania.indymedia.org/ro/2012/01/3795.shtml>

Simina Guga / Victor Vozian / 17.01.12

Les vestiges ou les restes du jour (le 16 Janvier) et de l'année à Bucarest.

«"Des personnes ressemblant à celles qui ont participé aux manifestations d'hier ont été identifiées aujourd'hui sur la Place de l'Université et placées en détention" déclarait lundi soir un policier de la Section 15 – l'image du "hooligan" reste ainsi à la subjectivité du gendarme. Le même policier se montrait fier de sa capture du soir: un petit et un grand couteau, un tournevis, un box, un sachet de marijuana, une cagoule, des masques sanitaires de protection contre les gaz lacrymogènes, une matraque et un fusil (probablement avec des balles). Pour quiconque qui a vu quelques centaines de "tortues" dans le centre de Bucarest, ainsi que les centaines de policiers en uniforme et des policiers en civil, cette "capture" semble, à nouveau, une mauvaise blague.

Plus d'une centaine de personnes détenues abusivement même parmi les manifestants pacifiques représente le bilan officiel de la journée. Le bilan informel est le suivant:

- Des personnes détenues, battues et menacées. Le déchaînement des forces spéciales d'intervention, après minuit sur les passants, les coups divisés arbitrairement.

- L'hypocrisie des journalistes et des invité-e-s des diverses télévisions qui ont présenté et commenté les nouvelles comme s'ils-elles n'avaient rien à voir avec les manifestant-e-s, mais heureusement que quelques journalistes transmettaient sur place et semblaient être plus impliqués dans les événements.

- L'hypocrisie des dirigeants de l'opposition, qui bien que du bout des lèvres, cherchent encore à capitaliser politiquement la situation créée.

- À la télévision, peu de discussions au sujet de la brutalité des forces de la loi par rapport à l'inquiétude généralisée sur le sort des propriétés et des biens - des boutiques, des kiosques, bancs, voitures, publicités, des stations de bus attaquées. Le recours à des entreprises de sécurité privées - le dernier ressort de la sécurité publique.

Si dans le premier jour des protestations les personnes demandaient de façon insistante la démission de Basescu, maintenant on parle de plus en plus d'une réflexion sur la notion même de gouvernance, le respect pour les gens, des droits économiques, sociaux et politiques réels. La plupart de ceux-elles qui protestent dans sur place savent que ces revendications n'ont rien à voir avec quelques politiciens ou partis politiques les plus élevés dans la hiérarchie. Je sais aussi qu'une protestation pacifique, dans laquelle tout le monde reste calme et rentre à la maison le plus tôt, volontairement, n'est autre qu'une forme de manipulation. Amené-e-s à une certaine limite, les gens ne peuvent pas se battre pour un autre monde en utilisant uniquement les moyens approuvés par le pouvoir actuel.

Ces jours-ci, des personnes ont posé des banderoles avec des messages tels que "Nous voulons la liberté et l'opportunité, pas une autre forme d'esclavage. Gouvernement populaire ", " Nous sommes le gouvernement ", " Nous sommes la base. Sans nous, rien n'a de sens. ", Etc. Un vieil homme raconte à un journaliste qu'il attend depuis 20 ans le moment pour transmettre son message à la population et aux politiciens, quels qu'ils soient.

Différentes «personnalités» de la politique, des affaires, de l'éducation, etc., créditées en tant que leaders

d'opinion par l'intermédiaire des médias, parlent des «hooligans» qui ont brisé des fenêtres, qui ont rompu des morceaux d'asphalte et qui ont brûlé des bancs, des poubelles et une voiture, en ajoutant des surdosages de peur et d'horreur pour les personnes qui regardent la télévision. Ils discutent aussi sur comment cette instabilité politique aura une incidence sur les affaires ou affectera l'image de la Roumanie en Europe. Toutefois, ceux qui sont dans la rue savent que ce ne sont pas les «hooligans» qui leur font peur ou un changement de l'image de la Roumanie, mais les gendarmes qui les entourent, qui les poussent, les insultent et les jettent dans des fourgonnettes ou les frappent en pleine rue. Et ils ont aussi peur d'un autre gouvernement comme celui actuel.

Qui nous protège des gendarmes (publics et privés)?

Le mot violence est sur toutes les lèvres des faiseurs d'opinion dans les discussions sur les manifestations à Place de l'Université. Mais la plupart d'entre eux négligent quelques instants:

- La violence pure des 21 dernières années comme aussi l'apanage du pouvoir, des services de sécurité et leurs alliés - à partir des Mineriades (après 90 lors des soulèvements sociaux en Roumanie, les autorités ont envoyé les miniers en répression) et se terminant avec le Sommet de NATO, de 2008. Les télévisions ont fait toute une histoire sur le fait qu'un gendarme a été frappé à la tête, mais elles enregistrent d'une manière neutre et calme le fait que des dizaines de personnes aient été frappées par les gendarmes, ces 4 derniers jours. Et nous, le public, semblons habitué à ce discours. Comment en est-on arrivé à être ainsi habituéEs aux abus de la police qui est censée être là pour nous protéger? Qui nous protège? Ou plutôt, qui protège? Qui nous protège d'elle? Pourquoi l'image de manifestant-e-s de tous âges avec les yeux violets ou des bleus sur le corps est un fait pour lequel nous sommes devenuEs habituéEs ces derniers jours, tandis que l'image d'un seul policier avec une tête cassée est une action violente des "hooligans anarchistes". Les «tortues ninja» armées et barricadées de la tête aux pieds contre des personnes ordinaires en les jetant au sol ou en les frappant avec des matraques, les poings et les pieds sont un combat inégal. L'inégalité du pouvoir est la violence.

- La semi-violence quotidienne, moins médiatisée, s'applique à tou-te-s ceux-elles qui essaient de dire ou de faire quelque chose en terme de critique sociale dans le monde (au-delà des jeux électoralistes des partis et des personnalités politiques) contre les pouvoirs politiques et économiques actuels. Car le positionnement en dehors du cirque politique est la seule condition préalable pour un véritable changement social et est donc une menace directe à la classe politique qui se reproduit en continu. Il ne faut pas oublier l'intimidation de l'été 2011, lorsque plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées sur la pelouse du Théâtre National pour discuter des questions qui nous touchent tous, sous le titre «Démocratie Réelle, Maintenant!». Assis sur l'herbe dans un cercle, ils ont été immédiatement entourés par des gendarmes qui les ont expulsés par la force. La police est restée sur la place jusqu'à ce que les personnes se sentent intimidées et qu'elles partent. Le lendemain - même histoire, avec beaucoup moins de personnes et plusieurs gendarmes, qui t'expulsaient, sous le prétexte que tu avais l'air suspect ou que tu avais marché sur l'herbe. Puis Occuper Bucarest - des expulsions forcées qui ont abouti à des amendes inattendues de 500 RON (125 euro) pour certain-e-s, à l'interdiction de se déplacer librement à travers le parc, à la restriction de l'espace : où tu veux t'asseoir si tu veux t'exprimer. À la suite de la conférence qui a lancé les 5 jours d'occupation de la faculté de l'histoire - des personnes ont été brusquées et expulsées par force à l'entrée de la faculté, une personne a sauté dans les escaliers de faculté et est sortie avec l'équivalent de plusieurs jours d'hospitalisation, des personnes ont été constamment intimidées et agressées tout au long de la première soirée par des employés de sociétés privées de sécurité, des policiers et des gendarmes que la direction de l'université semblait «tolérer», même si elle a affirmé qu'elle ne les a pas appelés et ne leur a pas demandé d'utiliser des mesures abusives. «La goutte chinoise» de la répression constante est la violence.

- La violence symbolique, plus dure que celle physique, est le manque de droits et les restrictions d'accès à l'espace public, parfois même en privé (visites de la police secrète à la maison, des appels suspects, des écoutes téléphoniques etc), autorisés par la loi écrite ou non écrite, et appliqués par les chiens de garde du gouvernement, qui dissocient des groupes qu'ils soient étudiant-e-s, jeunes travailleur-e-s, des retraité-e-s, mères, enfants, etc. De décider pour moi, sans moi, signifie la violence.

- La violence symbolique est même dans les médias roumains qui, à quelques exceptions près, déforment les événements, en présentant en général les manifestations ces derniers jours comme des manifestations

d'une minorité, en montrant au premier plan des syntagmes et des mots forts tels que la terreur, la panique, la peur, des voyous, la violence, « les Roumains contre les Roumains », « un appel au calme ». Ils canalisent les espaces de transmission en condamnant la violence des « hooligans » le dimanche soir et la démission du pouvoir politique actuel, sans nuancer la complexité des voix ou des réclamations écrites ou scandées par les manifestantEs. La distorsion constante et délibérée de la réalité, pour la désinformation et la manipulation de la population est aussi une violence.

- La violence est l'attitude envers les personnes à la rue, devant lesquelles nous nous sommes habitués à passer de façon indifférente, arrogante et méprisante. La violence est l'exclusion et la l'expulsion des personnes sans ressources. La violence est la lutte de la société dans laquelle nous vivons, où il n'y a que peu de gagnantEs et beaucoup de perdantEs. La violence est une concurrence intense entre les gagnantEs et les perdantEs. La violence est le manque de perspectives et l'injustice sociale. La violence est l'entrée dans la normalité de toutes ces choses - notre familiarité avec elles. La violence est le système capitaliste qui est dicté par le politique et le social. La violence est notre monde d'aujourd'hui.

Un rassemblement public naturel des citoyenNEs de différentes catégories et générations, encerclé par les cordons militarisés du pouvoir, comme rarement cela s'est passé ces derniers temps est une bonne occasion pour un débat, une réévaluation et une redéfinition des concepts tels que le pouvoir, l'État, la politique, la violence, la démocratie, l'égalité, la liberté.

Solidarité avec les personnes qui sont battues et terrorisées par les gendarmes, avec ceux-celles qui sont resté-e-s pendant des jours sur la place, avec ceux-celles qui croient qu'un changement social est possible, avec ceux-celles qui croient que ce changement ne peut venir que des personnes ordinaires, avec ceux-celles qui croient en l'autodétermination, que nous voyons sur la Place de l'Université à Bucarest et dans toutes les autres places du pays.